

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 890

[2012/201627]

**8 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour pour personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, notamment l'article 283;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour pour personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 novembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2011;

Vu les avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donnés les 27 mai et 16 décembre 2010;

Vu l'avis 50.827/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 5, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour pour personnes handicapées est remplacé comme suit : « Le service de logements supervisés est un service résidentiel qui vise à préparer la réinsertion en famille ou à mettre en autonomie des bénéficiaires dans des logements individuels ou dans des logements communautaires à raison d'un maximum de six personnes par unité de logement. »

**Art. 3.** L'article 81 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour pour personnes handicapées, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2007, est complété par le 5<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 5<sup>o</sup> la création de services de logements supervisés en application de l'article 81<sup>ter</sup>. »

**Art. 4.** Dans les articles 5, § 4, alinéa 3, 19, alinéa 2, 9<sup>o</sup>, 56, § 4, 1<sup>o</sup>, et 85, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, d), et dans l'annexe IV, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 17 novembre 2011, les mots « service résidentiel de transition » sont chaque fois remplacés par les mots « service de logements supervisés ».

**Art. 5.** Dans les articles 8, alinéas 2 et 4, 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 12, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 16, 20, alinéa 2, 24, § 3, 30, alinéa 1<sup>er</sup>, 31, alinéa 1<sup>er</sup>, 46, 66, alinéa 1<sup>er</sup>, et dans les annexes IV, § 2, a) et c), X, c), XI et XIV, c), du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 17 novembre 2011, les mots « services résidentiels de transition » sont chaque fois remplacés par les mots « services de logements supervisés ».

**Art. 6.** L'article 81<sup>ter</sup> du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 81<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Les services résidentiels pour adultes visés à l'article 5, § 2, voient leur capacité agréée ramenée au 1<sup>er</sup> janvier 2013 à leur occupation moyenne effective de l'année 2011 (OMR 2012) diminuée d'une unité pour les services agréés pour moins de 60 prises en charge ou de deux unités pour les services agréés pour 60 prises en charge et plus. Le nombre ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5 et arrondi à l'unité inférieure si la première décimale est inférieure à 5.

§ 2. Les services visés au § 1<sup>er</sup> peuvent, durant l'année 2012, transformer ces places vers des prises en charge en service de logements supervisés.

§ 3. La disposition visée au § 1<sup>er</sup> et au § 2 ne concerne pas les services :

1<sup>o</sup> qui avaient, au 31 décembre 2010, une capacité subventionnée inférieure à 15 unités;

2<sup>o</sup> dont l'entité administrative à laquelle ils appartenaient avait antérieurement au 31 décembre 2011, déjà transformé une ou plusieurs prises en charge agréées vers des prises en charge en service résidentiel de transition ou avait créé un service résidentiel de transition;

3<sup>o</sup> qui hébergeaient plus de 80 % de personnes relevant d'autisme (160) ou de déficience intellectuelle sévère ou profonde (113, 114, 115) ou présentant du polyhandicap ou des handicaps physiques lourds (10, 20, 80, 90, 120, 150 ou 170) ou des personnes handicapées sensorielles (71 ou 72).

Le pourcentage visé au 3<sup>o</sup> est déterminé au regard de l'occupation moyenne de référence de l'année 2011.

§ 4. Pour les services résidentiels pour adultes, pour lesquels la réduction de capacité telle que prévue au § 1<sup>er</sup> amènerait à devoir procéder à l'exclusion d'un bénéficiaire hébergé, sans que celui-ci ne puisse être pris en charge dans le service de logements supervisés résultant de la transformation, la réduction s'opérera à l'occasion de la première sortie d'un bénéficiaire hébergé pour lequel il ne pourra dès lors pas être pourvu à son remplacement.

La capacité agréée sera alors réduite conformément au système de calcul prévu au § 1<sup>er</sup>.

Les services concernés devront justifier le recours à cette procédure auprès de l'AWIPH. »

**Art. 7.** L'article 81*quinties* du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 81*quinties*. Par dérogation à la disposition visée à l'article 5, § 4, du même arrêté, les services de logement supervisés créés sur base de l'article 81*ter*, peuvent se trouver sur le site des services résidentiels concernés. »

**Art. 8.** L'article 81*sexties* du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 81*sexties*. Le Gouvernement peut déroger à l'échéance fixée à l'article 81*ter*, § 1<sup>er</sup>, en matière de réduction de capacité agréée pour le service qui, pour des raisons de force majeure liées à un problème d'infrastructure, est dans l'impossibilité de réaliser, dans lesdites échéances, la transformation vers des places de logements supervisés. La dérogation est limitée à la quotité des places concernées par la transformation précitée. »

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 mars 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

---

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2012 — 890

[2012/201627]

**8 MAART 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 283;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 november 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2011;

Gelet op de adviezen van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 27 mei en 16 december 2010;

Gelet op het advies 50.827/4 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 5, § 4, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen wordt vervangen als volgt : « De gesuperviseerde huisvestingsdienst is een residentiële dienst die de begunstigden de mogelijkheid biedt om zich voor te bereiden op een wederopname in hun gezin of op een autonoom leven in individuele of gemeenschappelijke woningen, met maximum zes personen per wooneenheid. »

**Art. 3.** Artikel 81 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2007, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt : « 5° de oprichting van gesuperviseerde huisvestingsdiensten overeenkomstig artikel 81ter ».

**Art. 4.** In de artikelen 5, § 4, derde lid, 19, tweede lid, 9°, 56, § 4, 1°, en 85, § 1, 5°, d), en in bijlage IV, § 1, bij hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van 17 november 2011, worden de woorden « residentiële overgangsdienst » telkens vervangen door de woorden « gesuperviseerde huisvestingsdienst ».

**Art. 5.** In de artikelen 8, tweede en vierde lid, 9, § 1, tweede lid, 12, § 7, eerste lid, 16, 20, tweede lid, 24, § 3, 30, eerste lid, 31, eerste lid, 46, 66, eerste lid, en in de bijlagen IV, § 2, a) en c), X, c), XI en XIV, c), bij hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van 17 november 2011, worden de woorden « residentiële overgangsdienst » telkens vervangen door de woorden « gesuperviseerde huisvestingsdiensten ».

**Art. 6.** Artikel 81ter van hetzelfde decreet, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008, wordt opnieuw opgenomen als volgt :

« Art. 81ter. § 1. De erkende capaciteit van de residentiële diensten voor volwassenen bedoeld in artikel 5, § 2, wordt op 1 januari 2013 teruggebracht tot de effectieve gemiddelde bezetting van het jaar 2011 (OMR 2012), verminderd met één eenheid voor de diensten erkend voor minder dan 60 tenlastenemingen of met twee eenheden voor de diensten erkend voor 60 tenlastenemingen en meer. Het aldus verkregen aantal wordt afferond naar de hogere eenheid als de eerste decimaal gelijk aan of groter dan 5 is en afferond naar de lagere eenheid als de eerste decimaal kleiner dan 5 is.

§ 2. De diensten bedoeld in § 1 mogen die plaatsen in de loop van het jaar 2012 omzetten in tenlastenemingen in een gesuperviseerde huisvestingsdienst.

§ 3. De bepaling bedoeld in § 1 en in § 2 geldt niet voor de diensten :

1° waarvan de gesubsidieerde capaciteit op 31 december 2010 minder dan 15 eenheden bedroeg;

2° waarvan de administratieve entiteit waartoe ze behoren al vóór 31 december 2011 één of meer erkende tenlastenemingen omgezet had in tenlastenemingen in een residentiële overgangsdienst of een residentiële overgangsdienst opgericht had;

3° die huisvesting boden aan meer dan 80 % personen getroffen door autisme (160) of ernstige of diepe intellectuele deficiëntie (113, 114, 115) of aan personen met een polyhandicap of zware lichamelijke handicaps (10, 20, 80, 90, 120, 150 of 170) of aan sensorieel gehandicapte personen (71 of 72).

Het percentage bedoeld in 3° wordt bepaald op grond van de gemiddelde referentiebezetting van het jaar 2011.

§ 4. Wat betreft de residentiële diensten voor volwassenen waarvan de vermindering van de capaciteit zoals bedoeld in § 1 tot gevolg zou hebben dat een gehuisveste begunstigde uitgesloten wordt zonder ten laste te kunnen genomen worden in de gesuperviseerde huisvestingsdienst die uit de omzetting resulteert, zal de vermindering plaatsvinden bij het eerste vertrek van een gehuisveste begunstigde, die dus niet vervangen zal kunnen worden.

De erkende capaciteit wordt dan verminderd overeenkomstig het berekeningsstelsel bedoeld in § 1.

De betrokken diensten moeten de toepassing van die procedure bij het "AWIPH" rechtvaardigen ».

**Art. 7.** Artikel 81quinties van hetzelfde decreet, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008, wordt opnieuw opgenomen als volgt :

« Art. 81quinties. In afwijking van de bepaling bedoeld in artikel 5, § 4, van hetzelfde besluit, mogen de krachtens artikel 81ter gesuperviseerde huisvestingsdiensten zich op de locatie van de betrokken residentiële diensten bevinden. »

**Art. 8.** Artikel 81sexties van hetzelfde decreet, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008, wordt opnieuw opgenomen als volgt :

« Art. 81sexties. Wat de erkende capaciteitsvermindering betreft, kan de Regering van de in artikel 81ter, § 1, voorgeschreven termijn afwijken als een dienst om redenen van overmacht te wijten aan een infrastructuurprobleem de omzetting naar gesuperviseerde huisvestingsplaatsen onmogelijk binnen die termijn kan doorvoeren. De afwijking wordt beperkt tot de quotiteit van de plaatsen die het voorwerp van genoemde omzetting zijn. »

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 10.** De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 maart 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX